

PATRICK VEILLARD

IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU SECTEUR TEXTILE : LE DERNIER CLOU DANS LE CERCUEIL ?

DESRIPTIF

Le lavage des vêtements en fibres synthétiques est l'une des principales sources de pollution des océans par les déchets plastiques. Cette découverte n'est-elle pas « le dernier clou dans le cercueil » pour le modèle de fast fashion, au passif social et environnemental déjà tellement lourd ? Après un rappel de quelques-unes des externalités environnementales de l'industrie textile, cette analyse examine quelques exemples d'initiatives et de mesures prises récemment dans ce domaine par le secteur privé, spontanément ou sous la pression de la société civile.

Qui n'a pas été choqué par ces images de gigantesques amas de débris plastiques flottant à la dérive dans nos océans ? Rapidement surnommés les 'continents plastiques', ces vortex accumulant les déchets sous l'effet des courants océaniques symbolisent de la plus terrible des manières nos modes de production et de consommation¹.

Ce n'est que récemment que l'on a découvert l'une des principales sources de cette pollution marine : le lavage des vêtements. Plusieurs études ont ainsi démontré qu'une lessive de vêtements en fibres synthétiques (polyester, nylon ou acrylique) pouvait larguer jusqu'à 700.000 fibres microplastiques. Au total, il a ainsi été estimé qu'un demi-million tonnes de plastiques finissent chaque année dans les océans du fait de la consommation de ces fibres².

Cette découverte n'est-elle pas le dernier clou dans le cercueil pour le modèle de fast fashion, au passif social et environnemental déjà tellement

lourd ? Après un rappel de quelques-unes des externalités environnementales de l'industrie textile, nous examinerons dans cette analyse quelques exemples d'initiatives et de mesures prises récemment dans ce domaine par le secteur privé, spontanément ou sous la pression de la société civile.

EXTERNALITÉS ENVIRONNEMENTALES DE L'INDUSTRIE DE L'HABILLEMENT

Est-il besoin de le rappeler, l'industrie textile est l'une des plus impactantes au monde, notamment au niveau social³. Les nombreux accidents, tels l'effondrement du Rana Plaza en 2013 au Bangladesh, en sont l'une des plus dramatiques illustrations. Au-delà de ces questions sociales (ex. insécurité des usines, bas salaires), les chaînes textiles sont également la source d'innombrables pollutions environnementales : émissions de gaz à effets de serre (GES), épuisement des ressources énergétiques et hydriques, utilisation de produits chimiques toxiques, pollution des

eaux, du sol et de l'air, énorme production de déchets pré et post (sur consommation, etc. Quelques chiffres suffisent à illustrer ce bilan pour le moins catastrophique :

- En matière d'émissions de GES, la production et la consommation associées au secteur textile seraient responsables de l'émission de 1,7 milliard de tonnes de CO₂eq par an⁴. Selon les Nations Unies, cela représente près de 10 % des émissions totales, soit autant que les transports aérien et maritime réunis⁵. Des différentes étapes du cycle de vie d'un tee-shirt en coton, c'est son utilisation qui serait la plus émettrice (52%), suivie de sa fabrication (26%) et de la production des matières premières (14%)⁶. A noter que le transport, même s'il se fait le plus souvent en avion, ne recouvre que 2% des émissions de GES produits par l'industrie de la mode⁷. Par ailleurs, le recours croissant au polyester empire ce bilan carbone, les émissions par kg de ce type de fibre plastique étant en moyenne trois fois plus importantes que pour le coton⁸.
- Le secteur est également un utilisateur important et croissant de ressources énergétiques et hydriques. Plus de 98 millions de tonnes d'énergie fossile seraient ainsi utilisés par an, dont du pétrole pour la production de fibres synthétiques, d'engrais et de produits de teinture⁹. En termes de ressources hydriques, on estime que 3% de

l'eau d'irrigation est utilisée pour la seule culture du coton¹⁰. Selon le dernier rapport 'Pulse of the fashion industry', l'industrie textile aurait utilisé 79 milliards de mètres cubes d'eau en 2015. A titre d'exemple, l'étape de teinture exigerait jusqu'à 150 litres d'eau par kg de tissu¹¹.

- En matière de produits chimiques toxiques, des études récentes indiquent que le coton consomme 6% du volume total des pesticides (insecticides et herbicides) utilisés en agriculture, souvent parmi les plus toxiques du marché (classement par l'OMS comme 'très' et 'extrêmement dangereux')¹². Plus de 1900 produits chimiques sont par ailleurs utilisés dans la fabrication des vêtements, dont 165 sont classés par l'UE comme dangereux pour la santé ou l'environnement¹³. Au final, 20% de la pollution d'eau douce dans le monde serait liée au traitement et à la teinture du textile¹⁴, et ce sans même parler de la pollution plastique évoquée plus haut.
- Le secteur produit également 92 millions de tonnes de déchets par an, sachant que seulement de 15 à 20% du textile était recyclé en Europe en 2005¹⁵. Selon Greenpeace, 100 milliards de vêtements auraient

été consommés dans le monde en 2014 (en augmentation de 40% entre 1996 et 2012 pour la seule UE). Cette consommation cache de fortes disparités : un Nord-Américain achète en moyenne 16kg de vêtements par an, contre 12kg dans l'UE et seulement 2kg dans les pays du Moyen-Orient¹⁶.

- Au final, selon une recherche du Joint Research Center, l'habillement représenterait de 2 à 10% de l'empreinte environnementale globale des ménages dans les pays riches, au quatrième rang après le logement, la mobilité et l'alimentation¹⁷. Un rapport du Global Fashion Agenda (GFA) de 2017 donnait lui une estimation située entre 4 et 6% de l'impact environnemental total de l'UE¹⁸. Des analyses de cycle de vie (ACV) multicritères indiquent que ce sont les phases de production des matières premières et d'utilisation qui ont le plus d'impact, respectivement 44% et 38% dans le cas de T-shirts en coton conventionnel lavés 50 fois (voir tableau)¹⁹.

Ces différents chiffres dessinent un tableau accablant, résultat de l'essor de la fast fashion au début des années 2000 et de l'explosion corrélée des

ventes, liée elle-même à la multiplication des collections et au succès du commerce en ligne²⁰. Ces chiffres sont d'autant plus effrayants quand l'on sait que la plupart des études prédisent une explosion de ces impacts à moyen terme. Exemples : +50% de consommation d'eau, +63% d'émissions de GES et +62% de déchets d'ici 2030 selon le 'Pulse of fashion industry 2017', si l'on continue sur cette dynamique d'exploitation, de pollution et de surconsommation²¹.

EXEMPLES D'INITIATIVES DU SECTEUR PRIVÉ

Face à ces sombres prédictions et dans un contexte de sensibilisation croissante de l'opinion (notamment sur la question de la pollution plastique, comme on l'a vu), l'industrie n'est pas restée totalement inactive.

Historiquement, c'est la campagne 'Detox' de Greenpeace qui, en 2011, a eu le plus d'impact sur le niveau de sensibilisation du grand public, et partant, a commencé à faire évoluer le secteur. Cette campagne de l'ONG environnementale visait une transparence accrue et le zéro rejet de produits chimiques dangereux dans les chaînes d'approvisionnement des

Phase	Part	Principaux impacts
Culture du coton	44%	Espaces importants et grandes quantités d'eau pour l'irrigation, utilisation d'OGM, d'engrais et de pesticides
Fabrication du T-shirt	14%	Nombreuses étapes nécessitant énergie, eau et produits chimiques
Distribution	4%	Nombreux transports sur de longues distances avec des véhicules polluants, notamment l'avion
Utilisation et entretien	38%	Utilisation d'énergie, d'eau et de produits chimiques pour le lavage, le séchage, et le repassage
Fin de vie	0.1%	Transport, incinération, entreposage

Part de chaque phase du cycle de vie d'un T-shirt en coton dans son impact environnemental global

entreprises signataires (80 marques de mode, détaillants et fournisseurs). Plus de 7 ans après, ces dernières ont fait des progrès notables, notamment en matière d'élimination des substances les plus dangereuses (ex. substances per- et poly-fluorées – PFCs²²) et de divulgation de l'identité de leurs fournisseurs (jusqu'aux niveaux 2 et 3 de sous-traitance)²³. Malgré tout, l'ensemble des marques signataires ne représente que 15 % de la production mondiale de vêtements. L'ONG conclut donc à la nécessité de développer des solutions plus structurelles en matière de normes environnementales, que ce soit au niveau local ou mondial.

Un autre exemple d'initiative est le lancement, une année plus tard, de l'indice Higg, un outil de la 'Sustainable Apparel Coalition' (SAC) pour mesurer l'impact environnemental des vêtements et chaussures²⁴. Tenant compte de l'ensemble du cycle de vie d'un produit (des matières premières aux déchets en passant par la fabrication) et multi-critères (ex. émissions GES, toxicité, énergie consommée), l'indice est particulièrement complet. Il montre notamment qu'il n'existe pas de solution toute faite et que même des matières premières naturelles peuvent obtenir des notes décevantes (ex. traitements chimiques de la laine ou du bambou)²⁵. Surtout, il permet de comparer le design et les méthodes de production des produits sur une base transparente et standardisée, ce qui facilite la collaboration entre fabricants, marques et intermédiaires²⁶. Parmi les enjeux à relever, l'inclusion de critères sociaux, ainsi que la diffusion à plus large échelle de ce type d'outils (aux côtés d'autres, tel le protocole de longévité des vêtements du

WRAP), ce afin de généraliser et opérationnaliser les pratiques, matériaux et méthodes les plus vertueuses.

Plus récemment en 2018, lors de la COP24 en Pologne, une coalition de 43 grands groupes de l'industrie de la mode a signé la Charte de l'Industrie de la mode pour le climat²⁷. Sous le parrainage de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, cette charte vise une réduction de 30% des émissions de GES du secteur d'ici à 2030, premier pas vers la neutralité carbone en 2050²⁸. Au-delà d'une reconnaissance de leur responsabilité dans la crise climatique, les signataires s'engagent, au travers de 16 objectifs validés par l'ONG WWF, à collaborer en matière de modes de production, de transport, de matériaux, etc., dans une approche plus circulaire et durable.

Dans la même veine, 30 groupes représentant près de 150 marques du secteur²⁹ signaient le 23 août dernier le 'Fashion pact' à l'occasion du G7 de Biarritz en France. Coordinné par le PDG de Kering F.H. Pinault (missionné par le président français E. Macron), ce pacte pose une série d'engagements volontaires en matière de climat, de biodiversité et de protection des océans. Le pacte ne donne que trois engagements chiffrés, et à des horizons lointains : réduire d'ici 2050 les émissions carbone (tout en compensant la part résiduelle), atteindre 100 % d'énergies renouvelables en 2030 (pour les activités réalisées en propre par les signataires) et bannir le plastique des emballages en 2030. De nature purement incitative, il n'inclut pas de mécanisme formel de sanctions autres que réputationnelles, via le 'name

and shame' de la société civile et les réseaux sociaux. Ses défenseurs misent également sur la masse critique atteinte, le pacte rassemblant environ 20 % du chiffre d'affaires global du secteur, un seuil suffisant selon eux pour faire basculer l'ensemble des acteurs vers des pratiques plus vertueuses³⁰.

CONCLUSIONS : DE LA NÉCESSITÉ D'ENCADRER LES POMPIERS PYROMANES

Ces différents exemples illustrent les approches généralement prônées par les grandes marques du secteur en matière de durabilité environnementale et/ou sociale : essentiellement tournées vers la gestion des risques, le dialogue et la collaboration entre acteurs, et surtout, le caractère volontaire des démarches. Tout cela leur permet de perpétuer leur modèle d'affaire tout en communiquant un maximum sur leurs engagements. Mais est-ce réellement transformateur ?

En entrant dans un magasin H&M, on se rend compte des efforts déployés par ce type de marque pour s'afficher comme durable : gamme dite 'Conscious', points de collecte des vêtements usagés, affiches sur le recyclage, les énergies renouvelables, le coton biologique, etc. Ces efforts sont certes louables. Mais n'a-t-on pas là un cas typique de pompier pyromane ? A l'image de l'oxymore que constitue le développement durable, n'existe-t-il pas une incompatibilité chronique entre un acteur de la fast fashion aussi puissant qu'H&M et la notion même de durabilité ou de slow fashion³¹ ? D'une part, les efforts des marques de fast fashion en matière d'environnement sont potentiellement annulés par la croissance de leurs

ventes et de leurs marchés (ce que l'on appelle l'effet rebond en politique de l'environnement). D'autre part, ces acteurs conservent in fine une gouvernance d'entreprise orientée vers la maximisation des profits à destination de leurs actionnaires, ce qui conduit à toujours plus de consommation de vêtements bon marché et à plus de gaspillage. En poussant la logique jusqu'au bout, le seul moyen pour ces marques de réellement diminuer leur impact serait de... tout simplement disparaître.

Sans tomber dans l'idéalisation, les petites entreprises sociales et marques écologiques (ex. Veja, Patagonia) ont souvent un ADN davantage 'disrupteur', i.e. orienté vers des changements plus profonds des modes de production et de consommation. Nombre d'entre elles possèdent ainsi une 'culture' de la durabilité, qui se traduit par exemple par une production plus raisonnée ou sur commande, la conception de vêtements de qualité, assurant durabilité et longévité, ou une offre de réparation³². A titre d'exemple, d'après une récente recherche commandée par WFTO et

Traidcraft, 93% des entreprises équitables sondées (membres WFTO) réinvestissent leurs profits dans leur mission sociale et environnementale, tandis que 85% déclarent avoir sacrifié leurs objectifs financiers afin de remplir ces mêmes missions³³. Au travers de leurs innovations techniques et sociales, ces entreprises peuvent donc avoir un rôle de leaders et amener à des pratiques renouvelées de consommation textile, plus vertueuses du point de vue environnemental.

Quant aux marques dites 'mainstream', il semble évident que le temps des démarches purement volontaires, telles que la Charte pour le climat ou le 'fashion pact', soit révolu. Ces initiatives continuent en effet de se baser uniquement sur des approches floues ou peu ambitieuses³⁴, des principes de RSE³⁵ et des outils de type audits³⁶. De nombreux acteurs appellent ainsi à des mesures plus contraignantes, en s'inspirant entre autres des Principes directeurs des Nations Unies pour les entreprises et les droits de l'homme³⁷. On a ainsi vu depuis quelques années de nom-

breuses avancées législatives sur ces questions de diligence raisonnable, en particulier l'Accord sur l'habillement et le textile durables aux Pays-Bas, le Partenariat allemand pour des textiles durables ou encore la loi sur le devoir de vigilance en France³⁸. Ces mécanismes contraignent les entreprises concernées à identifier et à prévenir, au sein de leurs chaînes d'approvisionnement, les éventuelles violations de droits humains et/ou pollutions environnementales et, en cas de violations, à les atténuer et à fournir des réparations aux victimes³⁹.

C'est sur base notamment de ces principes qu'Oxfam-Magasins du monde, en collaboration avec le FTAO et WFTO-EU, a récemment commandé une étude au think tank européen ECDPM visant à développer une stratégie européenne pour le secteur textile⁴⁰. Au travers d'un 'mélange savant' de régulations contraignantes et de politiques incitatives, une telle stratégie permettrait de grandement progresser vers un secteur textile plus durable aux niveaux social et environnemental.

NOTES DE FIN

- 1 L'océanographe américain Charles Moore est le premier à avoir découvert, en 1997, l'un de ces vortex d'ordures, dans le Pacifique Nord (un amas de 3,4 millions de km² baptisé le 'Great Pacific Garbage Patch' ou 'grande poubelle du Pacifique'). On dénombre au total cinq telles zones de déchets (également appelés 'gyres') dans différents océans. En réalité, plutôt que d'amas compacts, ces 'soupes' sont surtout constituées d'une myriade de petits fragments d'un diamètre inférieur à 5 mm, le plus souvent invisibles. Au total, selon une étude internationale publiée le 10 décembre 2014, la pollution de la surface de l'ensemble des mers par les débris plastiques s'élèverait à 269.000 tonnes constituées de plus de 5000 milliards de particules de toutes tailles. Il faut y ajouter tous les débris non-flottants, tombés dans les fonds océaniques. Source : Le Monde. 10/12/2014. 269 000 tonnes de déchets plastique flottent sur les océans.
- 2 Selon l'organisation Eunomia, la quantité totale de microplastiques relâchée serait comprise entre 0,5 et 1,41 millions de tonnes par an. Sur ce total, 35% proviendraient des textiles. Source : UICN 2017. Primary microplastics in the oceans: a global evaluation of sources.
- 3 Pour une revue plus approfondie de ces différents impacts, voir l'étude d'Oxfam-Magasins du monde : Veillard P. Décembre 2015. Travail décent et textile équitable. Impact du commerce équitable sur la durabilité des chaînes textiles. Analyse de contexte globale.
- 4 Global Fashion Agenda & The Boston Consulting Group. 2017. Pulse of the fashion industry. La seule industrie de l'habillement émettrait annuellement 850 millions de tonnes de CO₂eq par an, soit 3% des émissions globales, dont 220 millions de tonnes de CO₂eq pour la production de coton (0.45% des émissions totales). Source : Carbon Trust. May 2011. International Carbon Flows. Clothing. Pour rappel, l'équivalent CO₂ (CO₂eq) indique le potentiel de réchauffement global (PRG) d'un GES, calculé par équivalence d'une quantité de CO₂ qui aurait le même PRG. Source : EcoLive. 2016. Un t-shirt en filature. Enjeux de la consommation responsable tout au long du cycle de vie d'un produit courant.
- 5 Actu Environnement. 23/08/2019. G7 : le secteur de la mode se fixe une première série d'engagements volontaires.
- 6 Le reste provient de la distribution (7%) et de la fin de vie (3%). Source : Carbon Trust. 2015. International Carbon Flows. Clothing.
- 7 Les émissions sont d'autant plus importantes que l'avion est un gros émetteur de CO₂, et surtout, que ce transport se fait sur de longues distances, la majorité des vêtements consommés en Occident étant importés d'Asie du Sud-Est. Source : Le Monde. 01/09/2019. CO₂, eau, microplastique : la mode est l'une des industries les plus polluantes du monde. En marge du G7, trente-deux groupes du textile se sont engagés à réduire l'impact du secteur de l'habillement.
- 8 En tenant compte des énergies fossiles utilisées pour sa production, les émissions moyennes des fibres plastiques sont égales à 11,9 kg CO₂eq par kg de fibre, contre 4,7 pour le coton. Source : Ellen MacArthur Foundation. 2017. A new textiles economy: redesigning fashion's future. A titre d'exemple, une chemise en polyester a une empreinte carbone double de celle d'une chemise en coton (5,5 kg CO₂eq vs. 2,1 kg CO₂eq). Source : House of Commons. 19/02/2019. Fixing fashion : clothing consumption and sustainability.
- 9 Ellen MacArthur Foundation. 2017. A new textiles economy: redesigning fashion's future.
- 10 SSI. 2014. The state of sustainability initiatives review 2014. Standards and the Green Economy.
- 11 Global Fashion Agenda & The Boston Consulting Group. 2017. Pulse of the fashion industry.
- 12 La culture du coton représenterait à elle seule 14% de la consommation mondiale d'insecticides. Les consommations de pesticides et d'insecticides ont néanmoins baissé dans les dernières décennies (elles étaient égales à respectivement 11% en 1988 et 22.5% en 1990 des consommations mondiales). Source : Ferrigno S. 2012. An insider's guide to cotton and sustainability. West Yorkshire: MCL Global.
- 13 Dans les pays en développement, où la majeure partie de la production a lieu et où la législation environnementale n'est pas aussi stricte que dans l'UE, les eaux usées sont souvent rejetées directement dans les rivières. Source : EP briefing. January 2019. Environmental impact of the textile and clothing industry. What consumers need to know.
- 14 Maxwell D., McAndrew L., Ryan J. August 2015. State of the apparel sector report – Water. Global leadership award in sustainable apparel.
- 15 Pour la plupart dans des produits de moindre qualité (ex. chiffons), ce que l'on appelle du 'downcycling'. Selon la Fondation Ellen MacArthur, 1% seulement des matériaux utilisés dans la fabrication de vêtements sont utilisés pour en fabriquer de nouveaux. Source : Ellen MacArthur Foundation. 2017. A new textiles economy: redesigning fashion's future.
- 16 Greenpeace Germany. 2016. Timeout for fast fashion.
- 17 Joint Research Center. 2006. Environmental improvement potential of textiles.
- 18 GFA. 2017. A call to action for a circular fashion system. Policy brief.
- 19 Cette méthodologie intègre de nombreux paramètres, comme par exemple les impacts sur la biodiversité, les émissions de GES, l'acidification des milieux, la destruction de la couche d'ozone, l'eutrophisation, les impacts écotoxicologiques, etc. Ils sont ensuite regroupés sous forme de résultats globaux, du type unités de charge écologique (UCE) ou écopoints. Source : EcoLive. 2016. Un t-shirt en filature. Enjeux de la consommation responsable tout au long du cycle de vie d'un produit courant.
- 20 Le Monde. 01/09/2019. CO₂, eau, microplastique : la mode est l'une des industries les plus polluantes du monde. En marge du G7, trente-deux groupes du textile se sont engagés à réduire l'impact du secteur de l'habillement.
- 21 Global Fashion Agenda & The Boston Consulting Group. 2017. Pulse of the fashion industry.
- 22 Utilisés pour protéger les vêtements de l'eau et de la poussière, les PFCs peuvent dérégler le système immunitaire et la production hormonale ou sont même soupçonnés de provoquer des cancers, en particulier chez les riverains des usines de production. Ce sont par ailleurs des composés très persistants une fois rejetés dans la nature : des substances telles que le PFOA sont toujours décelables dans l'eau potable et dans la formule sanguine de riverains plusieurs années après l'arrêt de leur utilisation. Source : Greenpeace. 15/11/2016. Les usines chimiques polluent la planète avec les PFC.
- 23 Par ailleurs, l'industrie textile se concentre maintenant sur les pollutions générées par sa chaîne d'approvisionnement, plus seulement sur la sûreté de ses produits pour les consommateurs. Divers outils ont également été créés pour mieux gérer ces pollutions, notamment en termes d'évaluation des dangers, d'identification des alternatives ou d'audit (ex. 'Detox To Zero' d'OEKO-TEX). Source : Greenpeace. 2018. Destination Zéro : impacts de sept ans de campagne Detox sur l'industrie du vêtement.

- 24 La SAC dispose de plus de 250 membres, essentiellement des multinationales (américaines) du secteur, telles Nike, Adidas, Columbia, Timberland, mais aussi des marques écologiques comme Patagonia et des distributeurs tel que WalMart. <https://apparelcoalition.org/>.
- 25 Novethic. 24/09/2012. USA : un nouvel indice pour mesurer l'impact environnemental de la filière textile.
- 26 Le Monde. 28/09/2018. L'éveil écologique de l'industrie de la mode.
- 27 Ceux-ci incluent des poids lourds du prêt-à-porter, tels que Kering, Adidas, Inditex, Puma ou encore H&M, associés à des organismes du secteur, des fabricants et des entreprises de transport. Source : Papernest. 2017. Après la COP24, l'industrie du textile s'engage pour le climat.
- 28 La neutralité carbone est un état d'équilibre à atteindre entre les émissions de GES d'origine humaine et leur retrait de l'atmosphère par l'homme ou de son fait. La différence entre les gaz émis et extraits étant alors égale à zéro, la neutralité carbone est également désignée par l'expression zéro émissions nettes. Source : Wikipedia. Consulté le 03/12/2019.
- 29 Y sont représentés les secteurs du sport (ex. Adidas, Nike), de la grande consommation (ex. Gap, H&M, Inditex), du luxe (ex. Chanel, Hermes, Keiring) et de la distribution (ex. Carrefour, Galeries Lafayette, La Redoute).
- 30 Actu Environnement. 23/08/2019. G7 : le secteur de la mode se fixe une première série d'engagements volontaires.
- 31 Veillard P. Décembre 2018. Définition, cartographie des acteurs/trices Belges et positionnement d'Oxfam-Magasins du monde.
- 32 The Conversation. 01/08/2019. Fast fashion lies: Will they really change their ways in a climate crisis?
- 33 Doherty B., Haugh H., Croft S. December 2019. Fair Trade Business Models Analysis for WFTO/Traidcraft Exchange.
- 34 Exemple, les objectifs climatiques du Fashion Pact : même s'ils se basent sur des objectifs basés sur la science ('science based targets' ou SBT ou en anglais), ils ne se concentrent que sur les activités propres des marques, en n'incluant donc pas les émissions au niveau des matières premières, source d'une majorité d'entre elles. Source : Fashion Revolution. 29/08/2019. The G7 Fashion Pact: What it is and what it's missing.
- 35 La responsabilité sociétale des entreprises désigne la prise en compte par les entreprises, sur base volontaire, des impacts sociaux et environnementaux de leurs activités. Source : Wikipedia. Consulté le 04/12/2019.
- 36 Voir à ce sujet la campagne d'achACT « mes basics #droits humains » et le rapport : Clean Clothes Campaign. 2019. Fig Leaf for Fashion. How social auditing protects brands and fails workers.
- 37 Voir notamment : CCC. 29/08/2019. G7 Fashion Deal can only be meaningful if it aligns with UN Guiding Principles on Business and Human Rights.
- 38 Veillard P. Avril 2019. Le textile socialement responsable : quoi de neuf ?
- 39 Veillard P. Décembre 2015. Travail décent et textile équitable. Impact du commerce équitable sur la durabilité des chaînes textiles. Analyse de contexte globale.
- 40 Ashraf N., van Seters J. December 2019. Options for an ambitious and integrated EU strategy in support of fair and sustainable textile supply chains.